



N° 1 - Janvier 2011

Panorama au 17 janvier 2011

Éditorial

Les prix des produits végétaux repartent à la hausse en décembre 2010

Les principaux produits végétaux affichaient en novembre 2010 des prix à la production en France en nette hausse sur un an (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires, janvier 2011*). En décembre, le déséquilibre entre l'offre, réduite et parfois même réévaluée à la baisse, et une demande toujours présente s'accroît pour la plupart des produits, entraînant une accélération de la hausse des prix.

Les marchés des céréales connaissent ainsi un regain de tension après avoir marqué le pas en octobre et novembre. Le choc de l'annonce de faibles disponibilités à l'exportation de la Russie avait créé la forte hausse des prix du début de campagne. Les annonces de difficultés pour les récoltes de l'hémisphère sud (Argentine et Australie) ont en décembre et janvier affolé les cours du blé en France dans le sillage des cours mondiaux. Les cours des oléagineux accélèrent également leur progression par rapport à l'an dernier sous l'influence d'une production d'huile de palme réduite par les intempéries et des inquiétudes sur les récoltes en Amérique du Sud (*Regain de tension sur les marchés des céréales et des oléagineux, Grandes Cultures n° 2011/137, janvier 2011*). Durant la même période la hausse des coûts de production s'accroît (+ 23 % pour

l'énergie et + 9 % pour les engrais en novembre), soit + 5 % pour les consommations intermédiaires des exploitations en grandes cultures qui pèseront sur les coûts de la récolte 2011. Les producteurs ont accéléré leurs achats d'engrais en début de campagne dans ce contexte (*Infos rapides Moyens de production, janvier 2011*).

La séquence climatique exceptionnelle du mois de décembre en France a pesé sur l'offre de légumes et entraîné l'envolée de leurs prix. Trois vagues de froid se sont succédé, les températures moyennes du mois chutant de trois degrés par rapport aux normales saisonnières (*Infos rapides Climatologie, janvier 2011*). La production de chou-fleur a ainsi été fortement ralentie (baisse de 43 % des volumes par rapport à décembre 2010) et les prix ont grimpé de 60 %, toujours par rapport à l'an dernier. Les fortes gelées ont également gêné les arrachages des poireaux, entraînant une hausse de 45 % des prix. La production de laitue, concentrée dans le Sud-Est, est moins affectée (*Infos rapides Chou-fleur, Poireau, Laitue, janvier 2011*). Globalement, selon l'indice des prix des produits agricoles à la production, le prix de l'ensemble des légumes se situe en décembre 37 % au-dessus de celui de décembre 2010 et 25 % au-dessus de la moyenne des mois de décembre

des cinq dernières années. En revanche la campagne des fruits, commencée sur de hauts niveaux de prix pour les poires et les pommes se poursuit, sans accélération particulière en décembre, 23 % au-dessus du niveau de l'an dernier.

Sur les marchés viticoles, la campagne se déroule dans un contexte de production européenne et mondiale en léger retrait et une nette reprise des achats après la récession économique de 2009. Les exportations françaises de vins se redressent très nettement. Leur progression pour la nouvelle campagne (août à novembre) est, par rapport à 2009, de 10 % en volume et 14 % en valeur. Cette progression est très marquée en volume pour le champagne (+ 16 %), en volume et également en prix (respectivement + 8 % et + 5 %), pour les autres AOP (appellations d'origine protégée). Les niveaux atteints restent toutefois nettement en retrait sur ceux de 2007. Les prix des vins français à la production progressent dans ce contexte de reprise des exportations. Leur avance par rapport à 2009, en moyenne sur les quatre premiers mois de la campagne, est de 2 % pour les AOP et 6 % pour les vins avec indication géographique de provenance (IGP) (*Marché viticole : des prix en reprise, Viticulture n° 2010/134, décembre 2010*).

La reprise des exportations concerne également les alcools distillés (cognac et vodka), également sensibles à la conjoncture économique générale. Elle se renforce par ailleurs avec l'explosion des ventes de blé tendre, favorisées par les faibles disponibilités de la Russie. Les exportations de produits laitiers, principalement les produits industriels tels que les poudres, apportent également, à un moindre degré, leur contribution à l'amélioration du solde des échanges agroalimentaires. Sur les onze premiers mois de l'année, l'excédent cumulé atteint 7,1 milliards d'euros, soit une progression de 2,3 milliards par rapport aux mêmes mois de 2009 (*Infos rapides Commerce extérieur, janvier 2011*).

Le bon niveau de la demande sur le secteur du lait a également permis un redressement des prix à partir d'avril (+ 16 % par rapport à 2009 pour la période d'avril à novembre) qui à son tour a induit une reprise de la collecte de + 4 % d'avril à octobre par rapport à la même période de 2009 (*Infos rapides Lait, décembre 2010*).

Les viandes ne connaissent pas des évolutions aussi fortes. Les prix des gros bovins renforcent en octobre et novembre (+ 5 %) leur avance sur 2009 et dépassent en novembre le niveau moyen des cinq dernières (+ 2 %) grâce à une bonne demande nationale et internationale. Les exportations de brouillards se replient en revanche, entraînant la stagnation de leurs prix. Le prix des porcins reste bas, mais connaît une baisse saisonnière moins marquée que les années

précédentes. La production et surtout les importations de viande ovine poursuivent leur recul. Malgré une consommation en baisse il en résulte une bonne orientation des prix, supérieurs depuis plusieurs mois à ceux de l'an dernier et à la moyenne des cinq dernières années (*Infos rapides Animaux de boucherie, décembre 2010*). Les évolutions sont plus fortes pour les volailles de chair, avec une consommation en nette hausse au troisième trimestre face à une production stable. Dans ce contexte, les cours à la production se redressent nettement à partir de septembre aussi bien pour le poulet que pour la dinde. Le secteur paraît aussi confirmer de pouvoir mieux répercuter la hausse du prix des aliments que les autres filières animales (*Infos rapides Aviculture, janvier 2011*).

L'amélioration du niveau des prix dans la plupart des secteurs animaux est contrebalancée par les difficultés d'affouragement et le renchérissement des aliments concentrés. La production 2010 des prairies se situe 30 % en dessous du potentiel d'une année moyenne sur la plupart des zones de la façade Ouest et de la Manche. Les éleveurs ont dû recourir dès juillet à l'utilisation des stocks et à l'achat de fourrage dans ces régions. La faible production de paille et les besoins en fourrage ont également entraîné des opérations de transfert de paille depuis les zones céréalières vers celles d'élevage, aggravant les déséquilibres du bilan paille de certaines régions (*Des équilibres régionaux fragiles pour l'approvisionnement en paille des litières animales,*

Animaux de boucherie n° 2011/138, janvier 2011). Par ailleurs la flambée des prix des grandes cultures entraîne le renchérissement des aliments concentrés, certes quelque peu amorti et étalé dans le temps au stade de l'achat par les éleveurs, mais en progression constante (+ 9 % en novembre par rapport à 2010). Ce même mois, les prix des consommations intermédiaires se situent 6 % au-dessus de ceux de l'an dernier pour les herbivores et 8 % pour les granivores (*Infos rapides Moyens de production, janvier 2011*).

Les industries agroalimentaires profitent également de la reprise de la demande mondiale et de la hausse des prix. Au troisième trimestre 2010, l'excédent commercial des IAA se rapproche de son niveau d'avant-crise, grâce au redressement de la demande étrangère. Cette amélioration de l'excédent est cependant limitée par la reprise des importations de produits alimentaires, liée à la hausse de la consommation des ménages. La reprise de la production des IAA est cependant ralentie par le secteur de la transformation des fruits et légumes pénalisé par des conditions climatiques défavorables aux récoltes estivales. En lien avec la reprise des cours des matières premières, les prix à la production et le chiffre d'affaires sont de nouveau sur une pente ascendante depuis la fin d'année 2009. Sur un an, l'emploi salarié dans les IAA est relativement stable (*IAA : la reprise de l'activité ralentit au troisième trimestre 2010, Industries agroalimentaires n° 2011/139*).

Paul Casagrande

Sommaire des synthèses

Synthèses

Regain de tension sur les marchés des céréales et des oléagineux, <i>Grandes cultures</i>	5	<i>Auriane Renaud</i>
Des équilibres régionaux fragiles pour l'approvisionnement en paille des litières animales, <i>Animaux de boucherie</i>	9	<i>Adrienne Egger</i>
IAA : la reprise de l'activité ralentit au troisième trimestre 2010, <i>Industries agroalimentaires</i>	13	<i>Lise Lefebvre</i>
Organismes et abréviations	19	
Pour en savoir plus	21	

Liste des Infos rapides parues

<i>Animaux de boucherie</i> n° 11/11, décembre 2010	<i>A. Egger, M.-A. Lapuyade</i>
<i>Aviculture</i> , n° 1/11, janvier 2011	<i>C. Pendariès</i>
<i>Chou-fleur</i> , n° 4/6, janvier 2011	<i>J. Fressignac</i>
<i>Climatologie</i> , n° 1/12, janvier 2011	<i>H. Schoen</i>
<i>Commerce extérieur</i> , n° 1/12, janvier 2011	<i>H. Vigouroux</i>
<i>Lait</i> , n° 11/11, décembre 2010	<i>S. Cazeneuve</i>
<i>Laitue</i> , n° 4/6, janvier 2011	<i>J. Fressignac</i>
<i>Moyens de production</i> , n° 1/10, janvier 2011	<i>L. Lefebvre, A. Viguié</i>
<i>Poireau</i> , n° 4/5, janvier 2011	<i>J. Fressignac</i>
<i>Prairies</i> , n° 7/7, octobre 2010	<i>J.P. Cassagne</i>
<i>Prix agricoles et alimentaires</i> , n° 1/10, janvier 2011	<i>A. Viguié</i>
<i>Stocks Pommes-Poires</i> , n° 3/10, décembre 2010	<i>L. Bernadette</i>

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

[Retour éditorial](#)

Regain de tension sur les marchés des céréales et des oléagineux

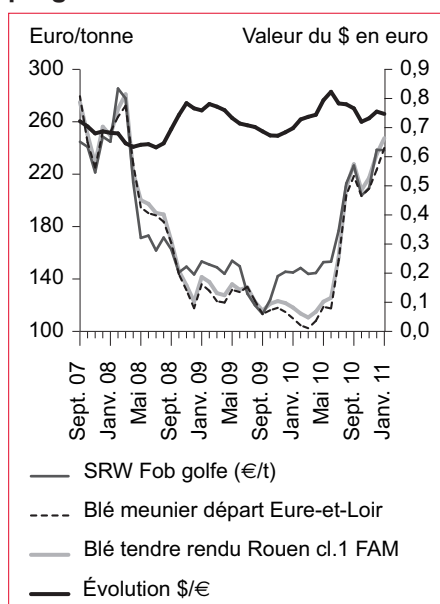
En ce début d'année 2011, les marchés céréaliers ne se détendent pas. Alors que les exportations françaises de blé tendre se poursuivent à un rythme élevé, l'offre, particulièrement en blé de qualité, s'amenuise et les stocks de report sont revus à la baisse. Au niveau mondial, des problèmes météorologiques en Argentine et en Australie ont affolé les cours. Les prix du maïs continuent de progresser, les stocks mondiaux étant à leur plus bas niveau depuis quatre ans. Les cotations des oléagineux grimpent aussi. Les cours du soja sont portés par des inquiétudes sur les récoltes en Amérique du Sud, et ceux du colza et du tournesol dépassent 500 €/t début janvier.

Les prévisions de la récolte mondiale de céréales sont revues à la baisse par le CIC (Conseil international des céréales), à 1 725 millions de tonnes (Mt), en retrait de 3,5 % par rapport à 2009/2010. Les stocks de report sont prévus en net repli, surtout pour le maïs. Toutes céréales confondues, ils diminueraient de 61 Mt par rapport à l'an dernier. Pour les principaux exportateurs de céréales, les stocks s'établiraient à 105 Mt : ce serait alors leur plus faible niveau depuis 2003/2004.

Blé tendre : la fermeté des cours s'est accentuée

Sur le marché du blé tendre, les cours, qui avaient explosé en début de campagne à cause de la sécheresse en Russie, ont continué de progresser en fin d'année 2010.

Les cours du blé tendre progressent encore



Sources : La Dépêche, FranceAgriMer

Leur fermeté se renforce encore début janvier. En particulier, des conditions météorologiques défavorables en Argentine – sécheresse due au phénomène climatique La Niña – et en Australie, poussent les cours à la hausse.

Plus précisément, avec d'abondantes chutes de pluie dans l'État du Queensland – région toutefois peu productrice de céréales –, et dans le Nord du New South Wales, des problèmes de qualité et de logistique voient le jour en Australie. Une partie non négligeable de la récolte pourrait être déclassée notamment pour l'alimentation animale. *A contrario*, dans l'Ouest australien, la sécheresse aurait affecté les rendements. L'Australie fait partie des principaux exportateurs de blé au niveau mondial : en 2008 et 2009, ce pays en a exporté plus de 13 Mt selon

l'USDA (département de l'agriculture des États-Unis).

Sur les six premiers mois de campagne 2010/2011, les cours du blé tendre rendu Rouen, et du blé meunier départ Eure-et-Loir atteignent en moyenne plus de 200 €/t, soit une hausse de 70 % par rapport à la même période l'an passé. Le prix du blé américain soft red winter Fob golfe a augmenté de 64 %.

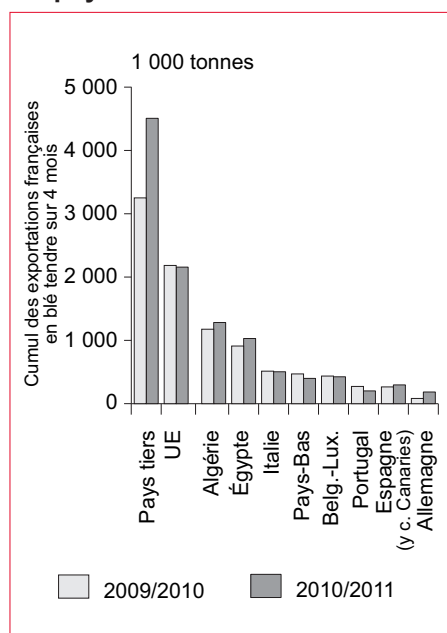
Début janvier, les cours se sont à nouveau raffermis, s'élevant à 240 €/t pour le blé meunier départ Eure-et-Loir, et 247,5 €/t pour le blé tendre rendu Rouen.

Cette tendance à la hausse est renforcée par une raréfaction de l'offre en France : la demande internationale ne s'atténue pas. D'après FranceAgriMer, les exportations françaises de blé tendre à destination des pays tiers pourraient atteindre 11,8 Mt sur la campagne, en progression de 20 % par rapport à 2009/2010. Plus de 7 Mt auraient déjà été vendus à la fin décembre.

A contrario, les exportations intracommunautaires reculeraient de 7 %, entre autres vers la Belgique ou les Pays-Bas.

Au cours des quatre premiers mois de campagne 2010/2011, les exportations

Dynamisme des exportations françaises de blé tendre vers les pays tiers



Source : DGDDI (Douanes)

françaises de blé tendre ont augmenté de 23 % par rapport à l'an dernier. La légère baisse (- 1,2 %) à destination des pays de l'UE est éclipsée par un très net progrès vers les pays tiers (+ 39 %), surtout vers l'Algérie et l'Égypte.

L'Algérie était en 2009/2010 la première destination des exportations françaises de blé tendre (20 % des exportations françaises). Début 2010/2011, ces dernières augmentent de 9 %.

En 2010/2011, l'Égypte, premier importateur mondial de blé tendre, s'est notamment tournée vers la France pour compenser l'absence de la Russie, son principal fournisseur. De fait, les exportations françaises à destination de l'Égypte progressent de 13 % sur le premier tiers de la campagne. L'Égypte se place ainsi en deuxième client de la France en blé tendre.

Au niveau intracommunautaire, même si les exportations françaises diminuent globalement, elles augmentent très fortement à destination de l'Allemagne. Certes, les volumes exportés sont très faibles (2 % du disponible exporté en 2009/2010), mais ils ont plus que doublé durant les quatre premiers mois de campagne. Ils concerneraient surtout du blé meunier à cause de problèmes de qualité en Allemagne. *A contrario*, la France aurait importé du blé fourrager allemand : 40 % des importations françaises en blé sur le début de campagne proviennent d'Allemagne.

Afin de répondre à cette forte demande extérieure, la collecte de blé tendre se poursuit à une cadence rapide. Au 1^{er} décembre, selon FranceAgriMer, 24,3 Mt de blé ont déjà été collectés, soit 75 % de la récolte. L'an dernier, à la même période, le taux de réalisation atteignait seulement 60 %.

Les stocks de fin de campagne se situeraient alors à un niveau historiquement bas, à 1968 milliers de tonnes d'après la dernière prévision FranceAgriMer.

Par ailleurs, les besoins des industriels ne sont pas encore couverts jusqu'à la fin de la campagne, ce qui pourrait à nouveau raffermir les cours.

Les facteurs actuels de tension sur les marchés pourraient perdurer jusqu'à ce que des perspectives de récolte 2011 présagent éventuellement d'une

reprise de l'offre au niveau mondial. La situation des cultures aux alentours du mois de mars permettra probablement d'avoir plus de visibilité sur la fin de campagne.

Mais : des conditions météo difficiles s'ajoutent à un bilan tendu

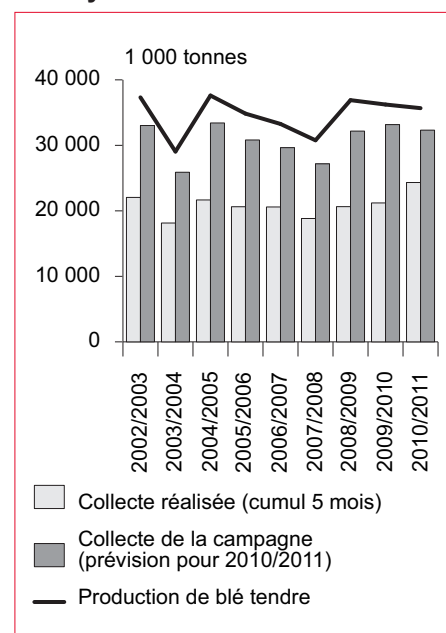
Le déséquilibre du bilan mondial en maïs s'accroît.

Les échanges progresseraient, favorisés notamment par une forte demande en provenance de l'Union européenne et de la Russie, où les récoltes sont réduites cette année.

Les stocks de report diminueraient de 20 % par rapport à l'an dernier, à peine supérieurs à ceux de la campagne 2006/2007. Le ratio stock/consommation chuterait alors à 14 % au niveau mondial, valeur la plus basse des cinq dernières campagnes. D'après le dernier rapport de l'USDA, ce ratio chuterait même à 5,5 % aux États-Unis, à son niveau le plus faible depuis 1995/1996, la faiblesse de la production étant combinée à une forte demande à la fois intérieure et extérieure.

Parallèlement aux cours du blé, les cours du maïs restent aussi dans une tendance à la hausse. Toutefois, ils demeurent, au niveau français et mondial, inférieurs à ceux du blé depuis le

En 2010/2011, la collecte de blé tendre se déroule à un rythme élevé



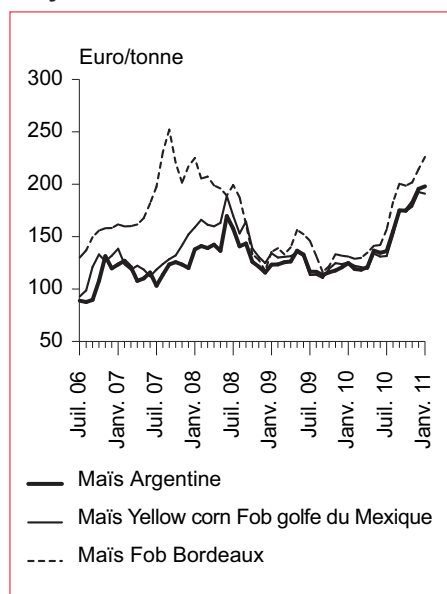
Sources : FranceAgriMer, SSP

mois de juillet 2010. Le maïs français Fob Bordeaux, sur les six premiers mois de campagne, est inférieur de 17 €/t au blé tendre rendu Rouen, alors qu'en 2009/2010, il le dépassait de 7 €/t sur la même période. Les FAB (fabricants d'aliments du bétail) continuent ainsi de le préférer au blé, mais les vendeurs offrent peu, renforçant la tension sur les cours. Par ailleurs, la sécheresse qui sévit en Argentine, second pays exportateur après les États-Unis, provoque un regain de fermeté.

Sur les six premiers mois de campagne, le maïs Fob Bordeaux se situe en moyenne à 193 €/t. Il augmente de 48 % par rapport à l'an dernier, le maïs argentin de 45 % et le yellow corn Fob origine golfe du Mexique de 41 %. Début 2011, les cours continuent à grimper : le maïs Fob Bordeaux atteint 226 €/t début janvier.

Les cours de l'orge de mouture ont aussi très nettement progressé : au cours des six premiers mois de campagne, l'orge rendu Rouen, en moyenne à 177 €/t, a augmenté de 81 % par rapport à 2009/2010. Les disponibilités s'amenuisent ; au niveau européen, la production reculerait de plus de 15 % selon le Cocal (Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses, et agrofournitures).

Maïs : les cours augmentent toujours



Sources : La Dépêche, FranceAgriMer

En France, la production est estimée à 10,2 Mt, en recul de 21 %. Dans le même temps, en cumul de juillet à octobre, les exportations françaises d'orge augmentent de 16 % comparé à l'an dernier.

Alors qu'elles diminuent globalement à destination de l'Union européenne – la situation étant contrastée entre une baisse vers les Pays-Bas ou l'Espagne, et un progrès vers l'Allemagne – elles augmentent nettement vers les pays tiers, notamment à la suite de la forte demande en orge fourragère de la part des pays du Moyen-Orient : la Russie est en effet absente sur le marché mondial, et l'Ukraine a instauré des quotas.

Enfin, dans une moindre mesure, le marché du blé dur est également sur une tendance à la hausse, en particulier en fin d'année. En moyenne de juillet à décembre, le cours du blé dur rendu Port-la-Nouvelle a augmenté de plus de 20 % par rapport à la même période l'an dernier.

Oléagineux : les cours du colza et du tournesol atteignent des sommets

Tout comme les marchés des céréales, ceux des oléagineux, qui présentaient des prix en forte hausse en fin d'année 2010, restent très fermes début 2011. Ils sont encouragés à la hausse par la fermeté des cours du pétrole et des huiles végétales.

De plus, pour le soja, la demande chinoise est très forte : selon l'USDA les importations chinoises de soja pourraient atteindre 57 Mt (+ 13 %). En outre, l'USDA prévoit des exportations record pour les États-Unis, qui s'établiraient à plus de 43 Mt (+ 6 %).

Les cours du colza et du tournesol continuent de flamber. Sur les six premiers mois de la campagne 2010/2011, le cours du tournesol rendu Bordeaux progresse de 65 % par rapport à l'an dernier, à 416 €/t, et celui du colza rendu Rouen de 52 %, à 402 €/t. Début janvier, les cours du colza dépassent légèrement ceux du tournesol : 512 €/t pour le colza rendu Rouen, et 510 pour le tournesol rendu Bordeaux.

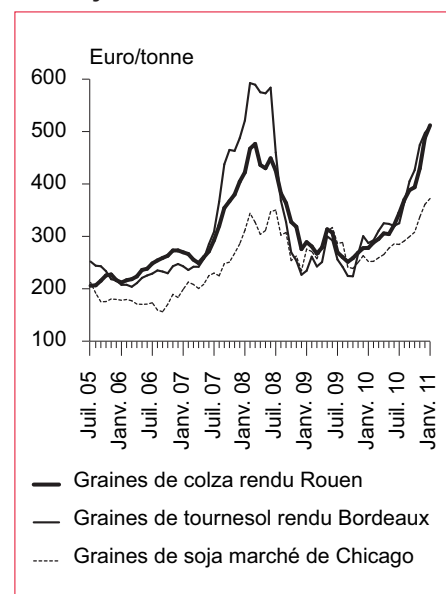
La fermeté des cours du colza et du tournesol est accentuée par des tensions sur le marché de l'huile de palme en Asie du Sud-Est. En effet, en Indonésie et en Malaisie – les deux premiers producteurs mondiaux – la production des palmeraies est en repli suite à des inondations causées par le phénomène climatique La Niña.

Par ailleurs, l'une des causes de cette forte hausse des cours du colza et du tournesol est aussi une demande soutenue des triturateurs et de l'industrie des biocarburants, conjuguée à une diminution de l'offre européenne.

En effet, la production européenne d'oléagineux serait en retrait de 3,5 % selon le Cocal. La récolte de graines de tournesol serait stable, mais la production de colza baisserait de près de 5 %, à 20,5 Mt.

En France, la chute de la production de colza atteindrait presque 15 % selon les estimations du SSP au 1^{er} novembre 2010, avec une diminution des surfaces de 1,5 %. La France est en 2009/2010 le second pays producteur de colza après l'Allemagne, représentant 26 % de la production de l'Union européenne. Pour 2010/2011, la récolte allemande de colza serait aussi en retrait (- 9 %) alors que les surfaces seraient stables. En France tout comme en Allemagne, les rendements reculent.

Graines oléagineuses : tournesol et colza dépassent 500 €/t début janvier



Source : La Dépêche

Sources

- Les données de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surfaces et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes sur les terres labourables (interrogation de 13 000 exploitants) et sur l'utilisation du territoire (observation directe de 320 000 points) pour les surfaces et, pour les rendements, à partir des rendements moyens constatés après récolte (enquête Terres Labourables).
- Les données de production européennes sont fournies par l'organisme statistique européen : www.epp.eurostat.ec.europa.eu
- Les cotations mondiales et les bilans français provisoires (2009/2010) et prévisionnels (2010/2011) sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil International des Céréales et l'USDA : www.igc.org.uk et www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm
- Les cotations françaises sont reprises de l'hebdomadaire La dépêche - Le petit meunier et de FranceAgriMer.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « La sole de blé tendre augmente aux dépens de celle de l'orge », Infos Rapides Grandes cultures n° 10/10, décembre 2010
- « La baisse des rendements affecte la récolte des céréales », Infos Rapides Grandes cultures n° 9/10, novembre 2010
- « Exportations records pour les États-Unis et la France, en l'absence de la Russie sur le marché du blé tendre », Synthèses Grandes cultures n° 2010/129, octobre 2010
- « Production 2010 des grandes cultures et prairies : des soles stables et des rendements à la baisse », Synthèses Grandes cultures et fourrages n° 2010/128, octobre 2010
- « La récolte des céréales serait en diminution, conséquence principale d'une baisse des rendements », Infos Rapides Grandes cultures n° 8/10, octobre 2010
- « Flambée des cours des grandes cultures en juillet et août 2010 », Synthèses Grandes cultures - Céréales et oléo-protéagineux n° 2010/123, septembre 2010

[Retour éditorial](#)

Des équilibres régionaux fragiles pour l'approvisionnement en paille des litières animales

Les besoins en paille pour le logement des animaux diffèrent selon les cheptels : ils sont majoritairement dus à l'élevage bovin. Ces besoins semblent avoir reculé entre 2001 et 2008 de près de 10 %. La production potentielle de paille coupée couvre largement, au niveau national, les besoins en paille pour le logement des animaux, mais ce n'est pas le cas au niveau régional. Ainsi au cours de l'été 2010, même si l'ampleur n'a pas été celle de 2003, des opérations de « mobilisation de paille » ont été nécessaires en raison d'une moindre récolte. À ces problèmes d'approvisionnements régionaux en paille devrait s'ajouter une concurrence accrue avec le développement des utilisations industrielles de la paille, telles que la bioénergie.

La paille est utilisée en France dans l'élevage et dans l'industrie comme par exemple la production de pâte à papier ou encore les bioénergies. Dans l'élevage, la paille est utilisée pour le logement des animaux, la litière, et pour leur alimentation, le fourrage. L'utilisation française de paille pour la litière des bovins, ovins, caprins, porcins et volailles s'élèverait à 12,1 millions de tonnes en 2008 dont 11,5 millions pour les gros animaux et 0,6 million de tonnes pour les volailles.

Des quantités différentes de paille utilisées pour la litière selon les cheptels

L'élevage bovin est le plus important utilisateur. Il représente environ 80 %

de la paille utilisée par l'élevage en France.

Répartition par cheptel de l'utilisation de paille dans l'élevage en France en 2008

	En tonnes	En %
Bovins	9 557 000	79
Ovins	1 042 500	9
Volailles	635 300	5
Caprins	484 000	4
Porcins	403 000	3
Ensemble	12 121 800	100

Source : Agreste - Enquêtes bâtiments d'élevage 2008 et aviculture 2008

Ceci s'explique par le nombre élevé de bovins, l'importante quantité de paille nécessaire à la litière d'un bovin et par un recours fréquent à des litières pailonnées dans les élevages bovins. En effet, les bovins représentaient 45 % des gros animaux élevés en France en 2008 contre 3 % pour les caprins, 18 % pour les ovins et 34 % pour les porcins. De plus, l'utilisation moyenne de paille par animal en 2008 était de 760 kg pour un bovin, 130 kg pour un ovin, 315 kg pour un caprin et 409 kg pour un porc. La différence observée entre les ovins et les caprins est essentiellement due à une durée d'hébergement plus importante pour ces derniers. Enfin, les bovins comme les ovins et les caprins sont le plus souvent logés sur de la paille. Ainsi, 87 %

des bovins sont logés sur de la litière paillée soit presque autant que pour les ovins et caprins, contre seulement 7 % des porcins.

Par ailleurs, l'utilisation de paille dépend non seulement de l'espèce élevée mais également de l'orientation de l'élevage. Ainsi les exploitations bovines laitières recourent davantage aux stabulations paillées que les exploitations orientées vers la production de viande. En effet, les bâtiments « lait », définis comme les bâtiments hébergeant au moins une vache laitière et aucune vache nourrice, sont à 93 % en stabulation paillée tandis que seulement 80 % des bâtiments « viande » sont dans ce cas.

Des quantités de paille utilisées variables selon les années

Le volume de paille utilisé dans l'élevage évolue au fil des années. En effet, les besoins en paille pour la litière des

élevages bovins, porcins, ovins et caprins s'élevaient à 12,9 millions de tonnes en 2001 contre 11,5 millions de tonnes en 2008. La quantité de paille utilisée pour le logement des animaux a diminué entre 2001 et 2008 d'environ 10 %. Ce recul peut s'expliquer par une différence de durée de stabulation liée au climat propre à chaque année étudiée, mais surtout par une diminution importante, de l'ordre de 9 %, du nombre d'animaux élevés en France entre 2001 et 2008. Cette diminution a fortement touché les ovins (- 19 %), les caprins (- 14 %) et dans une moindre mesure les porcins (- 9 %) et les bovins (- 3 %). *A contrario* l'utilisation moyenne de paille par animal a progressé. En effet, le besoin moyen en paille par bovin s'est accru d'environ 165 kg. Ce phénomène est probablement en lien avec le fort développement des aires paillées intégrales, impulsé par les plans de modernisation des bâtiments d'élevage. Entre 2001 et 2008, la part des bâtiments en

aire paillée intégrale, mode de stabulation le plus gourmand en paille, est passée de 38 % du nombre total de bâtiments à 55 %.

Des répartitions régionales de la production de paille et des besoins pour le logement des animaux divergentes

Il existe une importante diversité régionale en termes d'utilisation de paille pour le logement des animaux, liée aux types d'élevages, à leur taille et aux modes de stabulation. En effet, la Bretagne qui représente 12 % de la paille utilisée en France en 2008 élève 25 % des animaux français tandis que les Pays de la Loire qui élèvent 11 % des animaux français utilisent 14 % du total de la paille utilisée en France. Les régions Pays de la Loire, Bretagne, Midi-Pyrénées, Basse-Normandie et Poitou-Charentes sont les cinq premières régions en terme d'utilisation de paille pour le logement des animaux avec une part avoisinant 50 % du volume total utilisé en France.

La production française de paille coupée est évaluée à 25,5 millions de tonnes. Le volume de paille coupée à l'échelle nationale équivaut au double des besoins en paille pour les litières des animaux des exploitations, mais ce volume n'est pas intégralement récoltable. En effet, l'enfouissement d'une partie des pailles est nécessaire au maintien de la fertilité des sols. Par ailleurs, la production de paille n'est pas répartie de manière uniforme sur le territoire. Le tiers de cette production est ainsi assuré par les régions Centre, Picardie et Champagne-Ardenne. Tandis que le Sud de la France, à l'exception de la région Midi-Pyrénées, ne contribue presque pas à la production de paille. Par conséquent, au niveau régional la production n'est pas systématiquement supérieure aux besoins en litière des élevages. En effet, certaines régions disposent d'une production très proche du volume des besoins des élevages, comme par exemple l'Auvergne ou PACA, voire une production inférieure à ces besoins, comme dans le Limousin ou la Franche-Comté. Ainsi les régions déficitaires doivent se procurer de la paille

Les stabulations des bâtiments « lait » sont davantage paillées que celles des autres bâtiments

2008	Répartition (en %)	Part des bâtiments avec stabulation paillée (en %)
Bâtiments lait	20	93
Bâtiments viande	27	80
Bâtiments autres	54	65
Ensemble des bâtiments bovins	100	74

Note : un bâtiment lait est un bâtiment dans lequel les capacités et effectifs en vaches laitières sont positifs et nuls en vaches nourrices. Les bovins lait sont tous les bovins logés dans des bâtiments lait et pas uniquement les vaches laitières. Les bâtiments dits « autres » sont tous ceux qui ne sont ni « lait » ni « viande ».

Source : SSP - Enquête bâtiments d'élevage bovins 2008

Des besoins individuels des bovins plus forts en 2008

Utilisation moyenne de paille par animal

Unité : en kg

	Bovins	Ovins	Caprins	Porcins
2001	593	125	315	321
2008	760	130	315	409
Variation	+ 167	+ 5	0	+ 88

Source : Agreste - Enquêtes bâtiments d'élevage 2001 et 2008

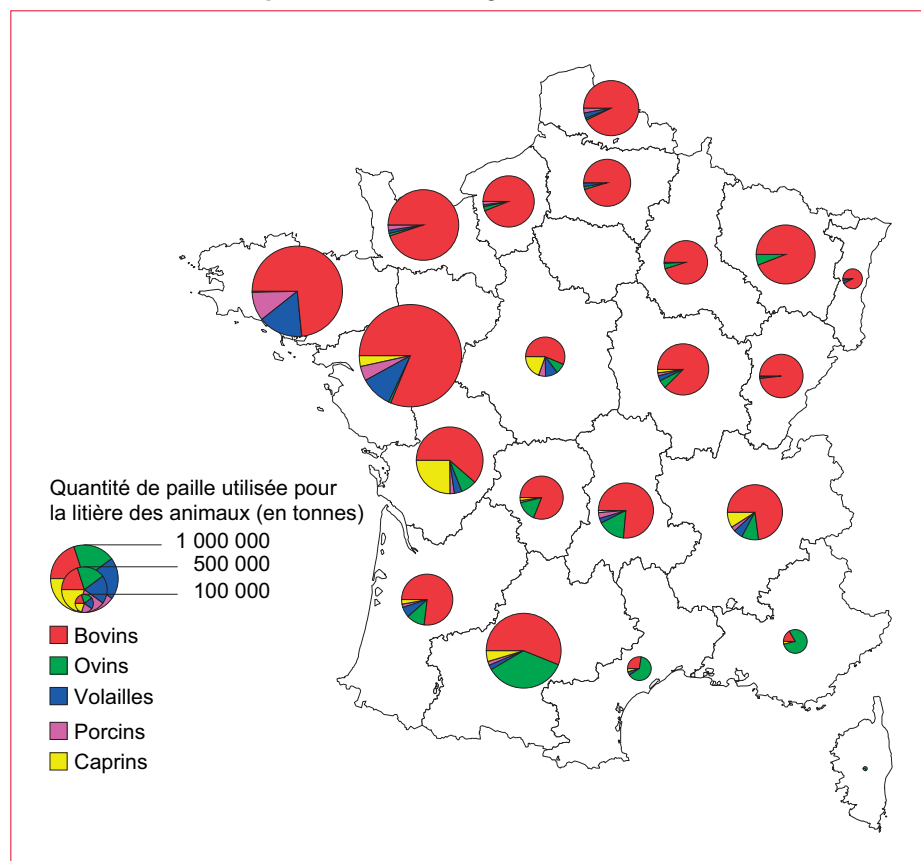
auprès de régions excédentaires. Ces transferts de paille induisent probablement, à volume utilisé de paille équivalent, des charges des éleveurs associées aux frais d'acheminement de la paille plus élevées.

Vers une concurrence accrue en matière d'approvisionnement en paille ?

Lors d'épisodes de mauvaises récoltes en paille des problèmes d'approvisionnement peuvent se faire sentir. Cette situation s'est produite au cours de l'été 2010 avec le développement des « opérations paille ». Au cours de ces opérations, mises en place par les représentants des filières, les céréaliers ont été appelés à ne pas broyer leur paille afin d'augmenter les volumes disponibles.

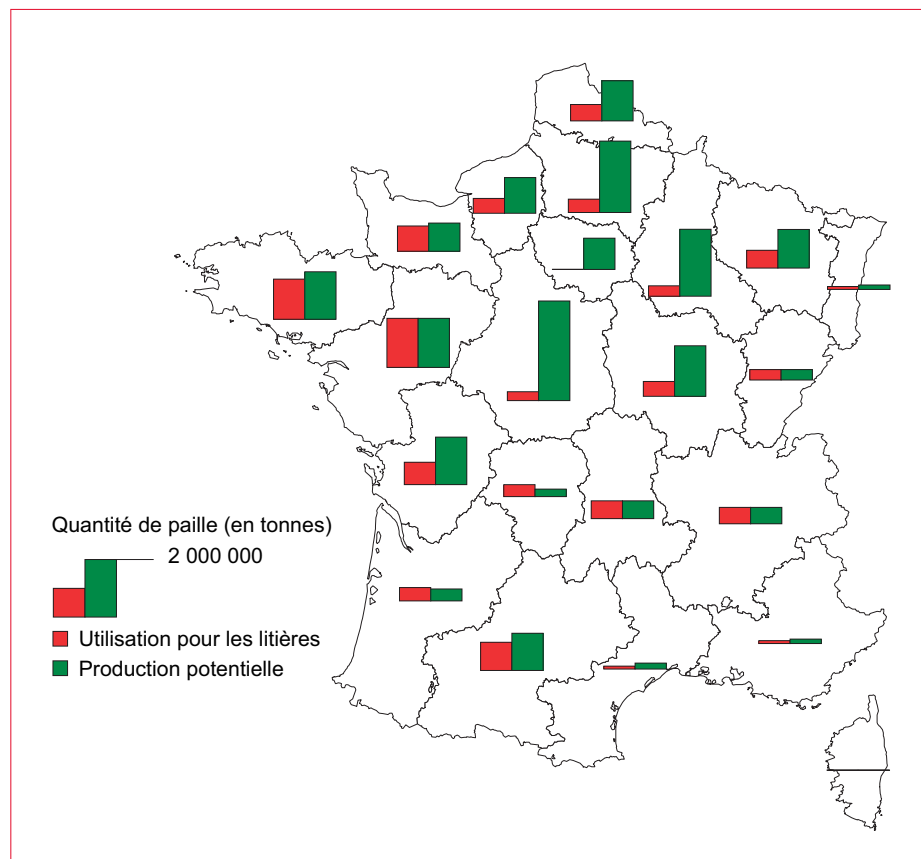
Par ailleurs, les litières des élevages bovins, ovins, caprins, porcins et de volailles ne constituent pas la seule utilisation de la paille. L'alimentation de ces mêmes élevages, les litières des chevaux, les champignonnières, la production de chaleur, d'électricité et de pâte à papier utilisent également de la paille. Or le volume de paille nécessaire pour ces valorisations n'est pas négligeable et devrait probablement s'accroître au vu des nombreux projets de construction de centrales de valorisation de biomasse.

De forts besoins en paille dans les Pays de la Loire



Source : Agreste - Enquêtes bâtiments d'élevage 2008 et aviculture 2008

L'Ouest et le Sud en déficit potentiel



Sources : Agreste - Enquêtes bâtiments d'élevage 2008 et aviculture 2008 et GIE Arvalis/Onidol - Profet Cartofa

Sources et définitions

Sources

- Pour les besoins en paille : Agreste - Enquêtes bâtiments d'élevage 2001 et 2008 et aviculture 2008
- Pour la production de paille : GIE Arvalis/Onidol - Projet Cartofa

Méthodologie

■ Calcul des besoins en paille dans l'élevage français

La paille utilisée pour le logement des animaux dans l'élevage français a été estimée à partir des données des enquêtes bâtiments d'élevage ovin, porcin, caprin et bovin de 2008 et de l'enquête aviculture de la même année. Les enquêtes bâtiments d'élevage comprennent un hors champ géographique (départements non enquêtés car peu concernés par l'élevage) et un hors champ logique (exploitations non enquêtées car inférieures aux seuils d'effectifs). Les enquêtes bâtiments d'élevage permettent de connaître, sauf pour les hors champs, le mode de stabulation du bâtiment, le type d'animal et l'effectif (ou la capacité) logé dans le bâtiment ainsi que la durée d'hébergement. À l'aide de la quantité de paille nécessaire par type d'animal et mode de stabulation fournie par l'Institut de l'Élevage il a été possible d'évaluer les besoins en paille par cheptel et par an. L'enquête aviculture de 2008 collecte des données au niveau des bâtiments. Ainsi en utilisant la surface des bâtiments, l'espèce principale élevée, le type de litière, la durée de présence dans les bâtiments et la quantité de paille nécessaire par jour et par mètre carré il a également été possible d'estimer les besoins en paille pour les volailles.

■ Calcul de production de paille en France

Ce calcul a été réalisé par le GIE Arvalis/Onidol. Le GIE a utilisé les données de l'assolement de 2005 et des paramètres différents selon le système d'exploitation (grandes cultures ou élevage). Basés sur les hauteurs de coupe et autres indicateurs de récolte, ces paramètres ont été établis pour les deux catégories de producteurs de paille. Les données fournies correspondent à la production de paille coupée et non pas récoltée.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Réduction des risques de pollution d'origine bovine », Agreste Primeur - Numéro 240 - avril 2010

Retour éditorial

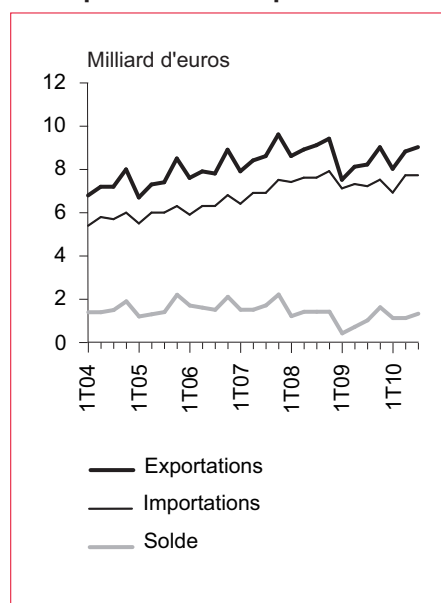
IAA : la reprise de l'activité ralentit au troisième trimestre 2010

Au troisième trimestre 2010, l'excédent commercial des IAA se rapproche de son niveau d'avant-crise, grâce au redressement de la demande étrangère. Cette amélioration est cependant limitée par la reprise des importations de produits alimentaires, liée à la hausse de la consommation des ménages. La reprise de la production des IAA ralentit cependant, entraînée par le secteur de la transformation des fruits et légumes pénalisé par des conditions climatiques défavorables aux récoltes. Les perspectives personnelles de production pour le quatrième trimestre 2010 marquent peu de changement. En lien avec la reprise des cours des matières premières, les prix à la production et le chiffre d'affaires sont de nouveau sur une pente ascendante depuis la fin d'année 2009. Sur un an, l'emploi salarié dans les IAA est relativement stable.

Hausse de la demande extérieure et reprise des importations de produits alimentaires

S'élevant à 1,3 milliard d'euros au troisième trimestre 2010, l'excédent commercial des IAA (y compris tabac) se rapproche de son niveau d'avant-crise. Il s'est en effet considérablement amélioré par rapport au troisième trimestre 2009, où il était encore affecté par la contraction de la demande étrangère. Cette amélioration résulte de la forte hausse des exportations de **vins** et de **boissons alcooliques distillées**, et à un moindre niveau, de **produits laitiers** et de **viandes et produits à base de viandes**. La progression de l'excédent commercial par rapport au troisième trimestre 2009 est cependant limitée par la reprise des importations françaises de produits alimentaires (hors boissons) depuis le début d'an-

Au troisième trimestre 2010, la hausse des exportations est plus forte que celle des importations



Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

née 2010. Ces dernières passent en effet de 6 100 millions d'euros au troisième trimestre 2009 à 6 700 millions d'euros au troisième trimestre 2010.

Les **boissons**, et en particulier les vins et les boissons alcooliques distillées, participent le plus à l'amélioration de l'excédent commercial des IAA, tout comme elles causèrent sa chute en 2009. Ainsi, avec 2,9 milliards d'euros au troisième trimestre 2010, les exportations de **boissons** rattrapent le niveau élevé du troisième trimestre 2008. En un an, la valeur des exportations de vins (y compris champagnes et mousseux) et de boissons alcooliques distillées augmente en effet de respectivement 190 millions d'euros et 185 millions d'euros. Cette augmentation est due non seulement à la hausse des volumes exportés, mais aussi à celle des prix. Les exportations de

bières progressent aussi (+ 15 millions d'euros soit + 29 %), mais cette progression contribue dans une moindre mesure au redressement de l'excédent commercial des IAA.

L'amélioration de l'excédent commercial agroalimentaire est cependant limitée par la progression de 150 millions d'euros du déficit de l'ensemble des produits alimentaires (hors boissons). En effet, après s'être rétractée en 2009, la demande française a amorcé une reprise depuis le début d'année 2010, en particulier pour les « **autres produits alimentaires** », les **produits de la pêche** et les **produits laitiers**. L'augmentation des exportations de produits alimentaires (hors boissons) de 390 millions d'euros entre le troisième trimestre 2009 et le troisième trimestre 2010 n'a pas suffi à compenser la hausse de 540 millions d'euros des importations. Le déficit commercial s'accroît notamment pour les **produits de la pêche** et l'excédent commercial se réduit pour les « **autres produits alimentaires** ». L'augmentation de 26 % des exportations d'**huiles et**

graisses végétales et animales réduit de 2 millions d'euros le déficit commercial du secteur, malgré la hausse des importations. L'excédent des **produits laitiers** s'améliore de 58 millions d'euros, grâce à la hausse des quantités exportées de fromages et de lait écrémé. Cependant, cette amélioration est limitée par la progression de 100 millions d'euro des importations, principalement à cause de la hausse conjointe des quantités importées et des prix du beurre et du lait écrémé.

La consommation des ménages continue d'augmenter

Au troisième trimestre 2010, la consommation des ménages, combinée à la hausse de la demande extérieure, continue de soutenir l'activité des IAA. D'après les premiers résultats des comptes trimestriels de l'Insee, la consommation en volume de produits agricoles et agroalimentaires (y compris tabac) augmente de 0,7 %. La consommation de l'ensemble viandes et lait s'accroît de 0,8 %, tandis que celle de fruits, légumes et poissons frais se rétracte de 0,4 %.

D'après le Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer, les achats de viande se sont globalement accrus au troisième trimestre 2010, par rapport au troisième trimestre 2009. Les ménages ont acheté plus de viande de volailles, et en particulier de dinde et de poulet, de viande de gros bovins et de porc : les achats des ménages en volume ont progressé de 7 % pour les viandes de volailles, de 4 % pour la viande de gros bovins, et de 2 % pour la viande de porc. Parmi les viandes de volailles, les achats de viandes de dinde et de poulet progressent fortement (+ 8 %) par rapport au troisième trimestre 2009.

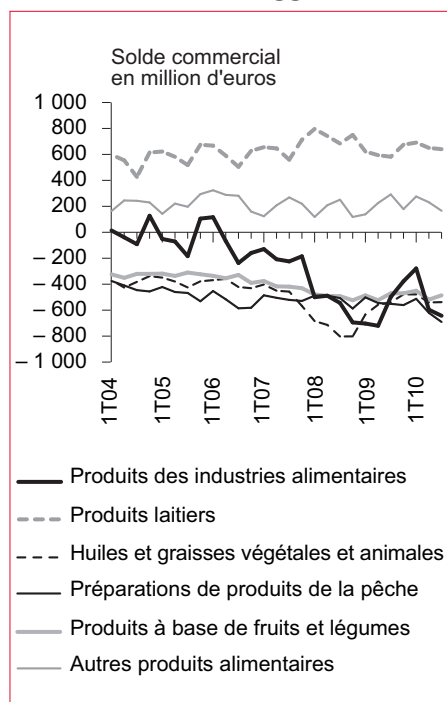
D'après le panel Nielsen, qui concerne les ventes en grande surface, la consommation à domicile en volume de produits laitiers serait en forte augmentation. La hausse de la consommation de beurre, de lait de consommation de longue conservation, de crème et de produits laitiers ultra-frais serait notable par rapport au troisième trimestre 2009, tandis que celle des fromages serait plus modérée.

La production est stable, sauf pour les produits à base de fruits et légumes qui ont souffert de conditions climatiques défavorables

Après une reprise au cours de l'année 2009, qui s'est confirmée au premier semestre 2010, l'activité des IAA (y compris tabac) se rétracte au troisième trimestre 2010. Cela résulte essentiellement d'une baisse conjoncturelle importante de la production de **produits à base de fruits et légumes**, seul secteur pour lequel l'activité s'est rétractée par rapport au troisième trimestre 2009. Le repli de 3 % de l'activité des produits alimentaires résulte principalement de la chute de la production de **produits à base de fruits et légumes**. Cette dernière est pénalisée par des récoltes tardives et faibles, en raison de conditions météorologiques peu favorables combinées à des cessations et des suspensions d'activité. La production des autres produits alimentaires augmente, mais de manière peu prononcée. L'activité **des viandes et produits à base de viandes** s'accroît de 1,3 %, grâce aux viandes de boucherie et aux viandes de volailles. Celle des « **autres produits alimentaires** » augmente de 0,9 %, grâce au fort dynamisme des aliments adaptés à l'enfant et diététique, et malgré la baisse de production de sucre, de cacao, chocolat et produits de confiserie et des plats préparés. La fabrication de **produits laitiers** est en hausse de 3 % par rapport au troisième trimestre 2009, les laits secs étant plus produits qu'au troisième trimestre 2009 (+ 15 %). Grâce à une demande extérieure dynamique, la production d'**huiles et graisses végétales et animales** est en forte hausse (+ 19 %), notamment pour les huiles raffinées (+ 29 %).

Au troisième trimestre 2010, la production de **boissons** s'est considérablement redressée, après avoir été fortement touchée en 2009 par la baisse de la demande extérieure. L'activité des boissons alcooliques distillées, des champagnes et mousseux, soutenues par la reprise de la demande étrangère, ont fortement augmenté (respectivement + 10 % et + 15 %). De même, les productions de malt et d'eaux de tables ont progressé de respectivement 22 % et 10 %.

En un an, le déficit des produits des industries alimentaires hors boissons s'est aggravé



Source : DGDDI (Douanes)

Au troisième trimestre, les carnets de commandes globaux comme étrangers se sont étoffés

Les industriels de l'agroalimentaire, interrogés au cours du troisième trimestre 2010, considèrent que leur activité a ralenti. Les stocks de produits finis sont jugés plus légers qu'au deuxième trimestre. Par ailleurs, les carnets de commandes globaux comme étrangers se sont regarnis et sont désormais supérieurs à leur niveau de longue période. Les perspectives personnelles de production pour le quatrième trimestre se stabilisent.

Depuis la fin d'année 2009, les prix à la production repartent à la hausse

Les prix à la production des IAA (y compris tabac) ont repris leur tendance haussière de long terme depuis la fin d'année 2009, en lien avec la reprise des cours des matières premières. En 2007/2008, cette tendance avait été perturbée par la flambée des prix, puis par leur prompt retombée en 2009. Au troisième trimestre 2010, les prix sont seulement revenus aux niveaux du troisième trimestre 2007. Toutefois, l'entrée en application de certaines mesures de la loi de modernisation de

l'économie en janvier 2009 a eu pour conséquence de faire apparaître dans les écritures comptables, en compensation des marges arrières, une baisse des prix de vente à la grande distribution entre 2008 et 2010 expliquant une partie de cette stagnation. La baisse des prix se poursuit cependant dans certains secteurs, comme les **viandes et produits à base de viandes et les produits à base de fruits et légumes**.

Au troisième trimestre 2010, les prix à la production des **huiles et graisses végétales et animales, des produits laitiers et fromages et des aliments pour animaux** augmentent dans le sillage du renchérissement des matières premières, de même que le prix des **produits de la pêche**. Entre le troisième trimestre 2009 et le troisième trimestre 2010, les prix des **huiles et graisses végétales et animales**, très sensibles aux aléas conjoncturels, se sont accrus de 4 %. Cependant, les prix des **produits du travail des grains, des produits à base de fruits et légumes et des viandes et produits à base de viandes** continuent de se rétracter. En un an, le prix des **produits du travail des grains** diminue de 6 %, mais il amorce une progression depuis le deuxième trimestre 2010, en lien avec la hausse du prix

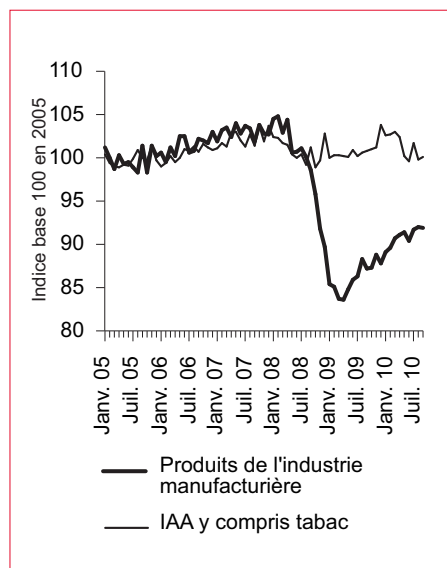
des céréales. Le prix des **produits à base de fruits et légumes** se rétracte de 3 %, et le **prix des viandes et produits à base de viandes** de 2 %.

Le chiffre d'affaires a lui aussi repris sa tendance haussière

Tout comme les prix, le chiffre d'affaires des IAA (y compris tabac) est de nouveau en hausse. Au troisième trimestre 2010, il augmente de 5 % par rapport au troisième trimestre 2009, grâce à la hausse des prix, de la demande extérieure et de la consommation des ménages. Le chiffre d'affaires des **boissons**, dynamisé par la reprise des exportations, s'est plus accru que celui des produits alimentaires. Ainsi, entre le troisième trimestre 2009 et le troisième trimestre 2010, le chiffre d'affaires des boissons alcooliques distillées et des vins s'accroît de 15 %. Celui de la bière et des boissons rafraîchissantes augmente plus modérément (respectivement + 3 % et + 4 %). En revanche, le montant des ventes de malt chute de 15 %, à cause d'une forte baisse des prix.

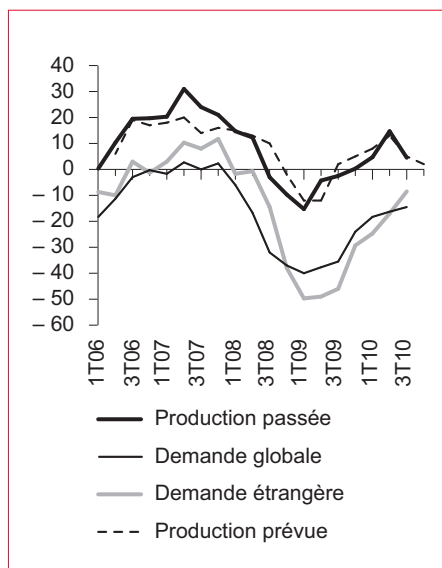
Avec une hausse de 4 % en un an, le chiffre d'affaires des produits alimentaires s'est accru de manière plus modérée que celui des boissons. Les

La reprise de l'activité des IAA se ralentit au troisième trimestre



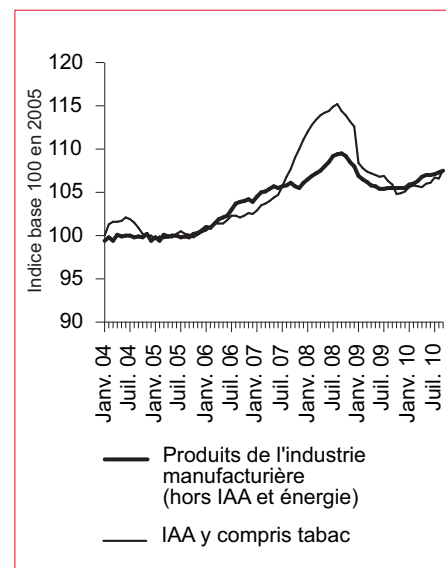
Source : Insee - Ipi CVS

Les carnets de commandes globaux et étrangers se sont regarnis



Source : Insee - Enquête mensuelle dans l'industrie-solde CVS des réponses

Les prix des IAA reprennent leur tendance à la hausse



Source : Insee - IPP

aliments pour animaux, les préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche et les produits laitiers tirent le montant des ventes vers le haut : le chiffre d'affaires des aliments pour animaux et des préparations à base de pois-

sons augmentent de respectivement 9 % et 7 %, grâce à une hausse notable des prix. La hausse de la demande extérieure et des prix à la production des produits laitiers ont permis l'accroissement du chiffre d'affaires de 8 %. Le montant des ventes des pro-

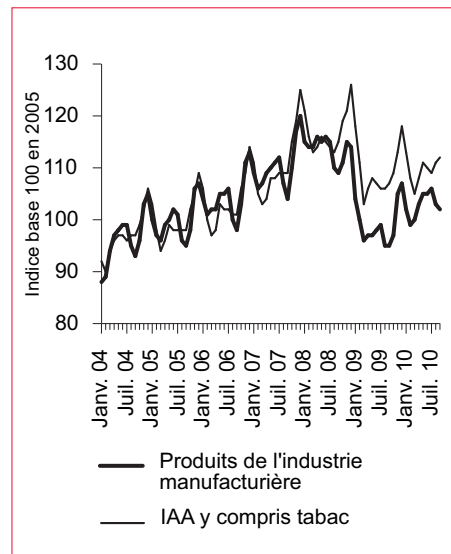
duits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires, des « autres produits alimentaires » et des huiles et graisses végétales et animales augmente de manière moins prononcée, tandis que celui des produits à base de fruits et légumes et des produits du travail des grains stagne.

Entre le troisième trimestre 2009 et le troisième trimestre 2010, l'emploi salarié est relativement stable

L'emploi salarié des IAA (y compris tabac), salariés des entreprises artisanales de la charcuterie et de la boulangerie pâtisserie inclus, est relativement stable depuis le début d'année 2009. Entre le troisième trimestre 2009 et le troisième trimestre 2010, il se rétracte légèrement (- 0,3 %, soit 1 900 emplois). Fin septembre 2010, l'emploi salarié dans les IAA s'élève ainsi à 547 000 emplois.

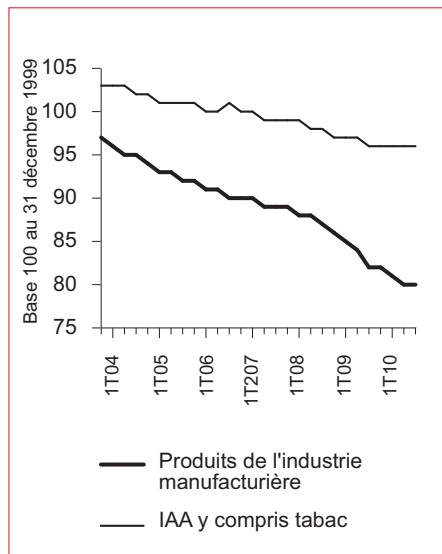
La baisse de l'emploi salarié dans les IAA est plus modérée que dans l'ensemble de l'industrie manufacturière, qui poursuit sa tendance à la baisse, perdant 3 % de ses emplois en un an, soit 92 000 emplois. Fin septembre 2010, l'emploi salarié dans l'industrie manufacturière s'élève ainsi à 2,9 millions d'emplois.

Tout comme les prix, le chiffre d'affaires des IAA a repris sa tendance à la hausse



Source : Insee, mm3

L'emploi dans les IAA est relativement stable depuis début 2009



Source : Insee - emploi salarié en fin de trimestre

Les prix à la production et le chiffre d'affaires sont de nouveau en hausse

Évolution en %*	3 ^e trim. 2010/2 ^e trim. 2009					Année 2009				
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations
Produits des industries alimentaires	- 3,5	0,3	3,9	7,0	8,8	0,7	- 7,4	- 7,5	- 6,4	- 5,7
Viandes et produits à base de viandes	1,3	- 2,2	1,2	6,8	4,2	- 0,9	- 5,5	- 4,0	- 8,0	- 0,7
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche		4,3	7,2	- 12,7	16,8		- 5,4	- 3,6	- 18,6	- 2,4
Produits à base de fruits et légumes	- 13,5**	- 3,4	- 0,4	8,9	5,9	3,9	- 7,3	- 7,0	- 2,8	- 2,2
Huiles et graisses végétales et animales	18,5	4,1	2,4	26,3	6,7	8,3	- 18,6	- 9,2	- 14,1	- 23,2
Produits laitiers	3,4	3,8	7,5	13,3	16,5	- 3,3	- 11,6	- 11,4	- 11,2	- 5,1
Produits du travail des grains et produits amyliacés	9,9	- 6,4	- 0,3	8,0	- 1,7	- 2,0	- 9,9	- 9,9	- 12,8	- 5,6
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	- 1,6	2,0	4,5	1,1	2,5	1,8	- 5,2	- 5,1	- 2,1	- 5,2
Autres produits alimentaires***	0,9	- 1,3	3,4	2,6	14,0	3,7	- 6,3	- 6,9	1,6	- 1,2
Aliments pour animaux	1,4	5,8	8,7	5,3	2,3	- 5,1	- 12,8	- 11,9	0,5	- 4,4
Boissons****	8,6	0,6	9,5	16,6	- 5,8	- 4,5	- 2,6	- 5,2	- 14,9	- 2,8
Tabac	5,9	6,4		11,4	- 0,7	- 12,9	3,9		- 2,2	2,6
IAA y compris tabac	- 2,0	0,6	4,8	10,0	7,0	- 0,2	- 6,3	- 7,2	- 9,0	- 5,0

* Les diverses sources rassemblées dans ce tableau de synthèse ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont pas de ce fait toujours immédiatement comparables.

** Non compris les préparations et conserves à base de pommes de terre.

*** Confiserie, plats préparés, aliments diététiques...

**** Non compris les vins.

Source : Insee

IAA 2008 : une activité toujours soutenue par de nombreuses entreprises dont 3 000 de plus de 20 salariés

L'enquête annuelle d'entreprise offre tous les ans une information économique homogène et de qualité sur l'activité des principales firmes agroalimentaires ainsi que sur les différents moyens mis en œuvre pour la réaliser. Elle mesure les ventes détaillées par produits, l'emploi, l'investissement, les exportations, etc. Elle donne en parallèle un grand nombre d'informations sur les conditions d'exercice de cette activité (recours éventuel à la sous-traitance, travail sous marque de distributeur, niveau des dépenses de publicité, etc.) et s'assure de la cohérence comptable de l'ensemble. Elle pointe aussi les restructurations intervenues dans l'année.

Environ 95 % du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée des industries agroalimentaires – hors activités d'artisanat commercial de

charcuterie et de boulangerie-pâtisserie – sont réalisés par 3 000 entreprises de 20 salariés au moins ou de plus de 5 millions d'euros de chiffre d'affaires. Interrogés en 2008 dans le cadre du nouveau dispositif d'Élaboration de la Statistique Annuelle d'Entreprise (ESANE), un quart de ces industriels ont pour principale activité la transformation de la viande. Ils sont à l'origine de près de 20 % de la valeur ajoutée considérée. Les fabricants d'« autres produits alimentaires » et de boissons avec 15 % chacun du total des unités contribuent pour leur part à hauteur de 21 % chacun à la formation de la valeur ajoutée. Avec l'industrie laitière et la fabrication industrielle de boulangerie-pâtisserie-biscotterie et biscuiterie, cinq filières et 2 431 des plus importantes entreprises totalisent l'essentiel de la valeur ajoutée du secteur.

Les industries agroalimentaires en 2008 : les chiffres-clés

Unité : million d'euros

	Nombre d'entreprises	Chiffre d'affaires hors taxes	Valeur ajoutée	Excédent brut d'exploitation	Bénéfice ou perte
10.1 Transformation de la viande	811	31 457	4 901	652	105
10.2 Transformation du poisson	106	2 945	547	127	41
10.3 Transformation des fruits et légumes	185	7 794	1 440	403	114
10.4 Fabrication d'huile et graisse	30	3 528	349	167	90
10.5 Fabrication de produits laitiers	305	25 668	3 343	888	202
10.6 Travail des grains ; fab. prod. amylacés	109	6 443	1 190	438	98
10.7 Fab. prod. boulangerie - pâtis. et pâtes	358	10 174	2 326	647	248
10.8 Fab. d'autres produits alimentaires*	483	25 548	5 471	2 092	983
10.9 Fabrication d'aliments pour animaux	215	11 530	1 402	462	238
10. Produits des industries alimentaires	2 602	125 088	20 969	5 876	2 120
11. Industrie des boissons	474	22 362	5 460	2 599	1 339
Ensemble IAA	3 076	147 450	26 430	8 475	3 459

* Confiserie, plats préparés, aliments diététiques...

Sources : Insee - SSP (ESANE 2008)

Sources

- Les données présentées dans ce document portent sur l'ensemble des industries alimentaires y compris tabac Division 10, 11 et 12 de la nomenclature d'activité (NAF révision 2 entrée en vigueur en janvier 2008) pour les données conjoncturelles à partir de janvier 2009 et divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activités française (NAF révision 2) pour les données structurelles sur l'année 2007. Elles incluent les boissons y compris les vins.
- L'ensemble Industrie manufacturière comprend toutes les industries manufacturières y compris les IAA, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.
- Les différents indicateurs des IAA utilisés dans ce document sont en base et référence 100 en 2005. Ils ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont de ce fait pas toujours immédiatement comparables.
- L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels.

Les autres indicateurs – indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (IPP), données sur le commerce extérieur – sont des indicateurs de branche.

Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :

- l'Ipi de l'industrie des fruits et légumes ne concerne pas les produits à base de pommes de terre.
- l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets.
- l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.

Lors des comparaisons, la période de référence lorsqu'elle n'est pas précisée, est le trimestre de l'année précédente.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Boissons alcooliques distillées : reprise de la demande états-unienne et essor de la demande chinoise », Synthèses IAA n° 2010/136, décembre 2010
- « Bonnes performances des IAA au deuxième trimestre 2010 », Synthèses IAA n° 2010/127, octobre 2010
- « Industries agroalimentaires : la reprise de l'excédent commercial en 2010 est essentiellement due aux boissons », Synthèses IAA n° 2010/125, septembre 2010
- « IAA : la reprise se poursuit », Synthèses IAA n° 2010/120, juillet 2010
- « IAA 2009 : un second semestre mieux orienté », Synthèses IAA n° 2010/112, avril 2010
- « Production des IAA en 2008 », Chiffres et données - Série Agroalimentaire n° 171, juillet 2010
- « IAA - Enquête annuelle d'entreprise - Résultats sectoriels et régionaux 2007 », Chiffres et données, n° 163, février 2009

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
SNM : Service des nouvelles des marchés
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages

CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
Ipampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
Téc : tonne équivalent carcasse
Téoc : tonne équivalent œuf coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officielle
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Service des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du SNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr

Le CDIA est ouvert les lundi, mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité
et de l'Aménagement du Territoire
Secrétariat Général

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex

Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald

Rédacteur en chef : Christine Deroin

Composition : SSP Beauvais

Dépôt légal : À parution

ISSN : 1274-1086

© Agreste 2011

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr